

les, il y a cette question majeure de la transmission des technologies de pointe au front que représentent ces PME. Nous faisons un effort particulier sur ce point, par rapport aux législatures précédentes; c'est un point tout à fait essentiel de notre stratégie.

La deuxième motion (96.3191) parle des effets des nouveaux aménagements du temps de travail sur l'activité et la concurrence. Là, le Conseil fédéral vous propose de la transmettre sous la forme d'un postulat. Pourquoi pas une motion?

1. Il faut que nous résistions aux images médiatiques que nous recevons de nos pays voisins, où l'on voit un M. Helmut Kohl régler avec les syndicats des problèmes de l'ordre de celui-ci, comme l'organisation du temps de travail; où l'on voit un M. Juppé essayer de régler avec les partenaires sociaux des problèmes liés, eux aussi, au temps de travail. Les structures de notre pays sont totalement différentes. En Suisse, vous le savez bien, l'intervention de l'Etat en tant que tel, dans le processus du contrat de travail, de son organisation, est une intervention extrêmement limitée. C'est d'abord et essentiellement une affaire de partenaires. Et encore, les partenaires en Suisse – c'est une autre différence d'avec la France ou d'avec l'Allemagne – sont le plus souvent des organisations sectorielles qui traitent à l'intérieur du même secteur. Il n'y a pas ou peu de questions générales mobilisant un syndicat tout entier pour tel ou tel secteur du travail. C'est dire que dans notre pays, au moins pour ces deux raisons, nous ne sommes pas en face d'un débat aussi spectaculaire et aussi unitaire que les débats allemand ou français sur la question du temps de travail.

Le Conseil fédéral, en quelque humilité, vous propose pour cette première raison de choisir le postulat, car une motion pourrait le charger de tâches dont il n'a pas la compétence exclusive. Sans doute demandez-vous essentiellement là un rapport! Je veux bien, mais nous n'avons pas la possibilité, Conseil fédéral, péremptoirement et souverainement, de présenter un rapport comme le présenteraient peut-être d'autres gouvernements, s'il n'a pas été préparé, étudié, examiné avec les partenaires sociaux qui ont la responsabilité première.

Voilà la raison qui me pousse vers le postulat.

2. Vouloir étudier ce plan est sans doute fort intéressant, mais je doute qu'une étude décidément inoxydable, inattaquable, solide, ayant pris sa référence auprès des partenaires sociaux, puisse être livrée dans les délais que vous demandez dans la motion. Ce n'est pas possible, ou alors, il s'agira d'un travail bâclé dans lequel nous ne reconnaitrons pas peut-être toute l'objectivité scientifique qu'il devrait comporter. C'est une deuxième raison pour préférer la formule du postulat à la formule de la motion.

3. Je crois l'étude, je crois l'examen intéressant; ce que nous avons déjà comme renseignements des entreprises qui ont pu le pratiquer, notamment à l'étranger – Volkswagen en Allemagne –, nous donne un certain nombre de conclusions intéressantes.

Mais il ne faut pas que cela fasse illusion. Ce n'est pas par cette motion, et ce rapport qu'appelle cette motion, que nous allons régler l'ensemble du problème de l'emploi. La recréation d'emplois, c'est encore tout autre chose, c'est cette transmission des technologies, ce sont ces conditions-cadres, etc. dont je parlais tout à l'heure. Une motion prise ainsi pourrait peut-être susciter quelque illusion que l'on va en quelque sorte miraculeusement régler le gros problème du sous-emploi par un seul coup de baguette magique, transformant l'organisation du temps de travail et rétablissant le taux zéro en matière de chômage dans notre pays.

Ce n'est certainement pas le cas, et je pense que la notion du postulat, pour cette troisième raison, est mieux à sa place que la notion de la motion. Elle donne à la démarche sa relativité, étant bien entendu que le Conseil fédéral ne sous-estime nullement l'intérêt de la proposition qui est faite ici, mais qu'il entend peut-être la mieux cadrer, la mieux situer dans le contexte.

La troisième motion (96.3192) appelle à l'encouragement de la compétitivité dans l'offre d'infrastructures collectives et, dans ce domaine, le Conseil fédéral partage les opinions qui

ont été développées dans la motion et par les rapporteurs, en sorte que je n'interviens pas plus longuement sur cette troisième motion. Nous l'acceptons en tant que motion.

J'en viens à la quatrième et dernière motion (96.3193), cette motion sur la réforme de la formation professionnelle, à laquelle en particulier le rapporteur de cette section, M. Bonny, a fait allusion, – et c'est un orfèvre en matière de formation professionnelle!

S'agissant du tempo, je pourrais fort bien, et le Conseil fédéral pourrait fort bien accepter, en tant que motion, ce que vous avez présenté dans la mesure où il faut aller vite. Question de tempo: nous n'allons pas continuer à faire de brillantissimes études, nous devons véritablement prendre à bras le corps cette réforme de la formation professionnelle, et le signal motion est à cet égard un excellent signal.

Mais les propositions que contient cette motion sont vigoureuses, elles sont d'un seul tenant. En d'autres termes, vous n'y allez pas de main morte, avec les propositions qui sont faites, quant à la réduction du nombre des professions à prendre en compte, quant à tout un schéma de modifications. Si le Conseil fédéral est pressé de présenter ce rapport sur la commission, en revanche il vous demande, avec lui, d'être prudents dans ce que nous apporterons en transformations dans le tissu de la formation professionnelle.

Je veux dire par là que nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, décréter la réduction drastique du nombre des professions. Nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, changer profondément ces structures, sans qu'il y ait une préparation, une adaptation de la profession, sans qu'il y ait un minimum de réflexion d'accompagnement, sans quoi notre ukase serait extrêmement mal digéré par les milieux de la formation professionnelle, c'est-à-dire, pour l'essentiel des milieux extraétatiques qui ont la responsabilité importante de conduire cette formation professionnelle dans notre pays.

C'est donc pour éviter une cassure et une certaine brutalité de traitement, qu'entraînerait le respect à la lettre de votre motion, que le Conseil fédéral vous propose de transformer cette quatrième motion en postulat. Il est à la fois d'accord avec vous quant au contenu de la démarche et quant à la nécessité de présenter maintenant le rapport. Quant à la possibilité de le transformer en réalité dans le terrain, il demande un tout petit délai. Il ne le demande pas pour lui – je suis prêt –, mais il le demande pour les partenaires sociaux dans la mesure où, pour ceux-ci, le jeu n'est possible que s'ils le jouent avec nous. C'est en ce sens que le postulat nous donne une indication que je serais heureux de pouvoir suivre plutôt que d'avoir à souscrire à une motion excellente, mais trop absolue dans son délai d'exécution.

*Motion 96.3190
Überwiesen – Transmis*

*Motion 96.3191
Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat*

*Motion 96.3192
Überwiesen – Transmis*

Motion 96.3193

*Abstimmung – Vote
Für Überweisung der Motion 89 Stimmen
Dagegen 29 Stimmen*

II. Schwerpunkte und Zielsetzungen der bundesrätlichen Politik 1995–1999

B. Die wichtigsten Aufgabengebiete

3. Soziale Sicherheit – Gesundheit – Gesellschaftspolitik

4. Raumordnung – Umwelt – Infrastruktur

II. Points essentiels et objectifs de la politique gouvernementale 1995–1999

B. Tâches essentielles

3. Sécurité sociale – Santé publique – Politique sociale

4. Aménagement – Environnement – Infrastructure

Gadient Brigitta (V, GR), Berichterstatterin: Die Subkommission C befasste sich mit den Kapiteln B3 und B4 des Berichtes über die Legislaturplanung. Sie legte das Schwergewicht ihrer Beratungen auf fünf Bereiche, insbesondere den Bereich Sozialversicherungen, dann Migration, Verkehr, Energie und Regionalpolitik.

Zum Sozialversicherungsbereich: Die aktuellen, auch vom Bundesrat im Bericht dargelegten Probleme – besonders die zu erwartende demographische Entwicklung, welche nicht nur für die AHV, sondern auch für die IV zu grossen Problemen führen wird – sind für die Kommission Bestätigung dafür, wie dringlich ein umfassender Bericht zu unserem Dreisäulenkonzept mit einer vertieften Analyse ist, um unsere Sozialwerke auch für die Zukunft zu sichern. Insbesondere einer besseren Koordination der bestehenden Instrumente kommt dabei grosse Bedeutung zu.

Als Grundlage für die anstehenden Diskussionen und Beratungen in den Kommissionen und in den Räten misst die Kommission dem IDA-Fiso-Bericht besondere Dringlichkeit zu. Sie erwartet vom Bundesrat, dass er diesen so rasch wie möglich vorlegt.

Die Kommission hält es sodann für unabdingbar, dass die Vorlage zur Erhöhung der Mehrwertsteuer für die Finanzierung der AHV den eidgenössischen Räten bis spätestens Mitte der Legislaturperiode unterbreitet wird, und hat deshalb mit 13 zu 7 Stimmen beschlossen, Ihnen eine entsprechende Richtlinienmotion (96.3194) zu unterbreiten.

Warum ist das Anliegen nach Auffassung der Kommission so dringend? Ich möchte vorab darauf hinweisen, dass dieses Mehrwertsteuerprozent nur für die demographische Entwicklung vorgesehen ist. Es darf für keinen anderen Zweck verwendet und auch nicht mit irgendwelchen Änderungen verknüpft werden.

Nun geht es der Kommission keineswegs darum, wie der Bundesrat dies in seiner Antwort auf die Motion darstellt, Steuern auf Vorrat zu erheben. Aber wenn wir daran denken, dass für die Beratung eines solchen Gesetzes doch mit einer längeren Behandlungszeit zu rechnen ist, und wenn wir zudem an den Stand unseres AHV-Fonds bzw. an die finanzielle Situation unserer AHV denken, wenn noch die Zinsen aus den Fondsgeldern wegfallen – und damit ist leider bald zu rechnen, wenn die Entwicklung wie bis anhin weitergeht –, dann muss die Vorlage den Räten bis spätestens Mitte dieser Legislatur vorliegen, wenn sie rechtzeitig soll in Kraft gesetzt werden können. Dies um so mehr, als sich die 10. AHV-Revision mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit über eine längere Zeitspanne hinziehen dürfte. Die Kommission hat deutlich gemacht, dass ihr eine unverbindliche Aussage hier nicht genügt, und ich beantrage Ihnen deshalb, an der Form der Motion festzuhalten.

Die Kommission hält sodann fest, dass die Flexibilisierung in der AHV ein wichtiges Anliegen darstellt. Eine einfache Klammerbemerkung im Legislaturbericht mit dem Hinweis «möglicherweise mit einer Flexibilisierung» wird weder den im Zusammenhang mit der 10. AHV-Revision abgegebenen Versprechen noch der Bedeutung und auch nicht dem grossen Bedürfnis nach mehr Flexibilisierung in diesem Bereich gerecht. Die Kommission vertritt deshalb ganz klar die Auffassung, dass der Bundesrat diesem berechtigten Anliegen in der folgenden Legislatur besondere Beachtung schenken muss.

Zur Migration: Hier haben Sie über eine Richtlinienmotion der Minderheit Bühlmann (96.3198) zu entscheiden. Die Kommission hat die Motion mit 13 zu 6 Stimmen abgelehnt. Zur Begründung verweise ich der Kürze halber auf die schriftliche Antwort des Bundesrates zur Motion. Die Kommission hat diese Argumentation im wesentlichen geteilt, sie vertritt insbesondere die Auffassung, dass der Bundesrat bereits dabei ist, die Zulassungskriterien für Ausländerinnen und Auslän-

der zu überarbeiten, dies einerseits im Zusammenhang mit den bilateralen Verhandlungen, andererseits aber auch bei der Erarbeitung einer ganzheitlichen Migrationspolitik, welche die Kommission für sehr wichtig erachtet.

Über ein Postulat wurde in der Kommission nicht gesprochen, die Motion aber, wie gesagt, mit 13 zu 6 Stimmen abgelehnt. Die Kommission war sich schliesslich einig, dass eine bessere Integration der ausländischen Wohnbevölkerung in der Schweiz unabdingbar ist und entsprechende Massnahmen nötig und dringend sind.

Noch ganz kurz zu den letzten drei Themen:

Zum Verkehr: Die Kommission verzichtete darauf, im Rahmen der Beratung dieses Berichtes eine umfassende Neat-Debatte zu führen und Ihnen entsprechende Anträge zu stellen. Es gibt natürlich in diesem Bereich sehr viele Fragen zu diskutieren. Aber die Kommission hielt es nicht für sinnvoll, dies im Rahmen des Berichtes zur Legislaturplanung zu tun. Dies obliegt vielmehr den zuständigen Fachkommissionen bei der Beratung der konkreten Vorlage. Die Kommission hält immerhin fest, dass der Text bzw. die Informationen im Bericht, gemessen an der Bedeutung des Projektes, doch etwas zu knapp gehalten sind. Auch zum Thema Bahnreform vermisste die Kommission die Darlegung der wesentlichen Punkte anstelle einer einfachen Auflistung der Vorlage.

Zur Energie: Die Erarbeitung eines energiepolitischen Programms für den Zeitraum nach 2000 ist nach Auffassung der Kommission von grosser Bedeutung und Dringlichkeit. Die Zeit des Atomenergieforschungsbereichs wurde schlecht genutzt, indem bis anhin nichts Konkretes an Massnahmen und Vorschlägen erarbeitet wurde.

Zur Regionalpolitik: Die Kommission betont in diesem Zusammenhang die grosse Bedeutung der Regionalpolitik für die Zukunft unseres Landes. Gleiche Möglichkeiten und Chancen für alle Gebiete und Rahmenbedingungen, die für alle Landesteile und Regionen eine nachhaltige Entwicklung ermöglichen, sind unabdingbar, wenn die bewährte schweizerische Politik der Solidarität und des nationalen Ausgleichs ihre Fortsetzung finden soll.

Im Namen der Kommission beantrage ich Ihnen, die Richtlinienmotion zur AHV zu überweisen und die Richtlinienmotion der Minderheit Bühlmann abzulehnen.

Bühlmann Cécile (G, LU), Sprecherin der Minderheit: Im Namen der grünen Fraktion bitte ich den Bundesrat, im Bereich der Zulassung eine Migrationspolitik zu formulieren, die vom Dreikreismodell wekommt. Seit seinem Bestehen ist es immer wieder kritisiert worden, und es gerät neuerdings mit verschiedenen Argumenten zunehmend unter Druck.

Warum eine Richtlinienmotion? Über das Dreikreismodell fand nie ein parlamentarischer Entscheid statt. Es gab nie eine Gesetzesvorlage, zu der das Parlament hätte Stellung nehmen können. Das Modell war im Biga kreiert und vom Bundesrat dem Parlament in einem Bericht zur Kenntnis gebracht worden. Es gab zwar damals im Rat eine Diskussion, und es gab auch Kritik, aber eine Entscheidung über das Modell gab es nicht. Es war und ist einzig und allein in der Kompetenz des Bundesrates, darüber zu befinden.

Seit 1991 richtet der Bundesrat seine konkreten migrationspolitischen Schritte nach diesem Modell. Da der Bundesrat nun seine Migrationspolitik für die nächsten vier Jahre formuliert, ist es jetzt der richtige Moment, ihn mit einer Richtlinienmotion zu einem neuen Weg zu verpflichten. Dieser neue Weg heisst: weg vom Dreikreismodell! Dieses Modell gerät, wie schon gesagt, von verschiedenen Seiten unter Druck. Ich werde das gleich erläutern.

In seltener Einigkeit protestierten Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen gemeinsam gegen den bundesrätlichen Entscheid, den Saisoniers aus den Ländern des ehemaligen Jugoslawiens, welche in den dritten Kreis gehören, ab diesem Jahr keine neuen Saisonbewilligungen mehr zu erteilen. Auch die Arbeitsgruppe der Bundesratsparteien schlägt – soviel aus dieser Gruppe bisher an die Öffentlichkeit gelangt ist – vor, vom Dreikreismodell wegzukommen. Auch die Beratende Kommission für internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe schlägt in ihrem

Thesenpapier zu Migration und Entwicklungszusammenarbeit folgendes vor: «Das bisher vorgetragene Dreikreisemodell soll künftig in Richtung Zweikreisemodell umgewandelt werden: Vertragslösungen mit der EU und Definition nichtdiskriminatorischer Steuerungselemente mit den übrigen Staaten und Regionen.»

Ebenfalls kritisch hat sich in jüngster Zeit die neue Eidgenössische Kommission gegen Rassismus (EKR) zum Dreikreisemodell geäußert und dabei die Kritik aufgenommen, die in diesem Rat im Zusammenhang mit den Beratungen zum Internationalen Abkommen gegen Rassendiskriminierung laut wurde.

Die EKR richtet ihre Kritik vor allem gegen die Argumente, mit denen der dritte vom zweiten Kreis abgegrenzt wird. Menschen aus dem dritten Kreis werden als nicht integrierbar und deshalb als nicht erwünscht gewertet, weil sie angeblich nicht «dem gleichen, im weitesten Sinne europäischen Kulturkreis angehören». Es wird mit den Begriffen der kulturellen Nähe und der kulturellen Distanz operiert: Das Konzept der kulturellen Distanz bietet sich für eine Unterscheidung auf rassistischer Basis geradezu an, denn der moderne Rassismus tendiert dazu, das Unterscheidungskriterium der biologischen Rasse, das durch die genetische Forschung als inexistent belegt worden ist, durch dasjenige des kulturellen Unterschieds zu ersetzen.

Bundesrat Koller hat in der Kommission gesagt, dass ihm die Diskussion um das Dreikreisemodell ideologisch vorkomme. Er hat insofern recht, als es sich beim Rassismus tatsächlich um eine Ideologie handelt, und zwar um die Ideologie der Überlegenheit einer Gruppe von Menschen über andere, früher eben aufgrund biologischer Unterschiede, heute vermehrt aufgrund kultureller.

Der Kampf gegen Rassismus ist ein Kampf gegen diese Ideologie oder für das Durchschaubarmachen dieser Ideologie, denn oft läuft es ganz unbewusst ab. Das tut auch die EKR, indem sie aufmerksam macht: auf den Zusammenhang zwischen der mit dem Dreikreisemodell behördlich verlangten Abgrenzung zwischen kulturell fremden und deshalb nicht erwünschten und kulturell nahen und deshalb erwünschten Ausländerinnen und Ausländern sowie auf die im Alltag in der Schweiz erfahrenen Ausgrenzungen der als kulturell fremd und deshalb nicht integrierbar Erklärten. Es wird im Bericht der EKR nicht Schuld zugewiesen oder gar behauptet, der Bundesrat habe mit rassistischer Intention gehandelt. Aber es wird auf die Auswirkungen des Modells auf die Situation der Ausländerinnen und Ausländer aus dem dritten Kreis aufmerksam gemacht.

Das versuchte die Kommission klarzumachen. Damit tut sie nichts anderes, als ihr Mandat ernst zu nehmen, welches lautet, dass sie auch behördliche Massnahmen analysieren und deren Wirkung auf mögliche rassistische Ausgrenzungen bestimmter Gruppen von Menschen aufzeigen muss.

Es ist schade, dass der Bundesrat das als unberechtigten Vorwurf von sich gewiesen hat, statt sich auf die Argumente einzulassen.

Im Text der Richtlinie R 24 des Berichtes über die Legislaturplanung 1995–1999 erscheint der Begriff «Dreikreisemodell» nicht mehr. Der Bundesrat ist selbst zur Einsicht gekommen, dass das Modell überprüfenswert ist. Er schlägt vor, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Seine Bereitschaft, mit einer neuen Überprüfung des umstrittenen Modells meinem Anliegen entgegenzukommen, genügt mir im Moment. Deshalb ziehe ich meine Motion zurück und schliesse mich der vom Bundesrat akzeptierten Postulatslösung an. Ich bitte Sie, das auch zu tun.

Roth Maria (S, GE): La loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, adoptée lors de la dernière législature, va entrer en vigueur le 1er juillet prochain. Nous pensons que c'est un instrument très important pour réaliser l'égalité entre femmes et hommes dans le monde du travail lucratif. En effet, actuellement les femmes suisses gagnent encore entre 20 et 30 pour cent de moins que les hommes, ce qui correspond à une non-dépense d'environ 20 milliards de francs par année pour notre milieu économique.

Mais pourquoi parler de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, alors que nous sommes en train de discuter du programme de législature? La raison est que le rapport du Conseil fédéral ne contient rien sur les étapes futures d'un programme visant à réaliser une société sans discrimination des femmes, à une seule exception près, l'assurance maternité, institution que les femmes de ce pays attendent depuis un demi-siècle et dont on nous promet la réalisation durant cette législature.

Alors qu'une partie de ce Parlement pense probablement que les femmes devraient maintenant se satisfaire de ce qui a été accompli pour elles et que l'égalité est donc atteinte, nous sommes dans l'obligation d'affirmer que tel n'est de loin pas encore le cas. En effet, si l'on étudie d'un peu plus près la répartition du travail et des richesses monétaires de ce pays, l'on constate qu'une grande différence existe entre le travail accompli par les femmes et celui accompli par les hommes.

En Suisse, l'activité professionnelle correspond à 130 millions d'heures par semaine. Deux tiers de cette activité est exercée par les hommes, un tiers par les femmes. Le travail ménager est estimé à environ 90 millions d'heures par semaine et, pour 80 pour cent, il est exercé par les femmes.

Si l'on examine le volume de travail, en y incluant le travail rémunéré et le travail non rémunéré, l'on constate que les femmes fournissent 55 pour cent de cet ensemble, mais qu'elles n'ont droit qu'à 25 pour cent du revenu. Si l'on veut arriver à une société où l'égalité soit réalisée dans les faits, cette inégalité de travail et de revenu doit également être corrigée.

Comment y parvenir? En premier lieu, les données statistiques ainsi que les calculs économiques doivent inclure ce travail non lucratif exercé par les femmes.

Si tel était le cas, l'on pourrait aujourd'hui constater que le travail gratuit exercé par les femmes équivaut à 50 milliards de francs par année. Si l'on y ajoutait l'économie qui résulte de l'inégalité salariale actuelle, à savoir environ 20 milliards de francs par année, l'on arrive au montant correspondant aux dépenses actuelles pour la sécurité sociale. Voilà ce qu'économise notre Etat dit «social».

Par ailleurs, une réduction massive du temps de travail individuel devrait permettre de partager le travail lucratif et le travail non lucratif entre les femmes et les hommes. Malgré cette diminution du temps de travail, chacun et chacune devrait pouvoir subvenir à ses besoins existentiels. La redistribution du bénéfice des entreprises – et les entreprises suisses font encore beaucoup de bénéfices! – devrait se faire en faveur de ces mesures plutôt qu'en faveur des seuls actionnaires. Les coûts sociaux engendrés actuellement par la politique de restructuration des grandes entreprises suisses sont énormes et ils sont supportés, en majeure partie, par les femmes: d'une part, parce qu'elles sont plus nombreuses que les hommes à être mises sur la touche; d'autre part, parce que ce sont elles qui s'occupent, à nouveau à titre gratuit, des hommes qui vivent mal le chômage.

Dès lors, nous devons absolument prendre des mesures contre le chômage et contre cette course effrénée aux bénéfices qui, finalement, ne profite qu'à une toute petite tranche de la population, masculine majoritairement.

Maury Pasquier Liliane (S, GE): Même s'il contient des éléments importants et attendus, comme l'assurance maternité, dont nous ne dirons jamais assez l'urgence, ou l'affermissement des bases financières de l'AVS, le programme de législature ne correspond pas à nos attentes en matière de politique sociale. En effet, peut-on décemment appeler programme de législature un texte qui prévoit «qu'il faudra impérativement viser à empêcher toute nouvelle extension des prestations sociales»?

Telle n'est pas notre opinion. Le programme de législature du Conseil fédéral se doit d'être un texte fondamental, ouvrant des perspectives au pays tout entier, redonnant souffle et raisons d'espérer à une population sur la défensive, et confiance à des investisseurs dans l'expectative.

Bien sûr, on nous dira que l'économie va mal, que la crise s'installe, que le chômage ne se résorbe pas.

Motion Kommission-NR (96.016) Erhöhung der Mehrwertsteuer zur Finanzierung der AHV (Ziel 9, R 17)

Motion Commission-CN (96.016) Augmentation du taux de la TVA pour financer l'AVS (objectif 9, R 17)

In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale

Jahr 1996
Année
Anno

Band II
Volume
Volume

Session Sommersession
Session Session d'été
Sessione Sessione estiva

Rat Nationalrat
Conseil Conseil national
Consiglio Consiglio nazionale

Sitzung 05
Séance
Seduta

Geschäftsnummer 96.3194
Numéro d'objet
Numero dell'oggetto

Datum 06.06.1996 - 08:00
Date
Data

Seite 763-796
Page
Pagina

Ref. No 20 040 256

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.